



**REGION REUNION**  
CONSEIL REGIONAL

HÔTEL DE RÉGION PIERRE LAGOURGUE  
Avenue René-Cassin  
Moufia - B.P. 7190  
97719 ST-DENIS MESSAG CEDEX 9  
Tél. 0262 48.70.00  
Télécopie 0262 48.70.71  
Site internet : [www.regionreunion.com](http://www.regionreunion.com)

*Saint-Denis, le* 16 JUIN 2009

**Monsieur Jean-Claude MALLET**  
**Président**  
**ARCEP**  
**7, square Max Hymans**  
**75730 Paris Cedex 15**

Affaire suivie par : Denis FABREGUE  
Tél. : 02 62 92 29 35  
Courriel : [d.fabregue@protel.fr](mailto:d.fabregue@protel.fr)

Votre numéro d'identification :  
(A rappeler dans toutes vos correspondances)

**OBJET :** Réponse à la consultation publique sur l'attribution d'autorisations dans la bande des 800 MHz et 2,6 MHz pour les services mobiles à très haut débit.

**N/Réf. :** 2009 13191 /TIC/DF

Monsieur le Président,

L'attribution des bandes de fréquences soumises à consultation pour les services mobiles à très haut débit représente un enjeu majeur de développement des territoires, et notamment ceux de l'outre-mer français.

Tout retard de déploiement de ces technologies dans les départements d'outremer aboutira à la création d'une nouvelle fracture numérique aggravant les handicaps naturels liés à l'éloignement.

En conséquence, je vous demande d'inclure les DOM dans le processus d'attribution des fréquences, objet de la présente consultation.

### **Disponibilité des fréquences**

Le texte de la consultation publique indique au paragraphe 1.4 que dans les DOM, d'une part, « les conditions de réutilisation des fréquences libérées par l'extinction de la télévision analogique » ne sont toujours pas arrêtées par le Premier Ministre et que, d'autre part, « il est trop tôt pour effectuer un premier bilan du déploiement des services à haut débit en outre-mer et pour décider de mesures à prendre en matière de très haut débit mobile ».

La Région Réunion ne peut pas accepter que les retards pris dans les décisions relatives au déploiement de la TNT justifient de nouveaux retards en matière de développement de services à très haut débit mobile pour la population.

Le Conseil Régional tient à souligner qu'à la Réunion, il n'existe pratiquement aucune contrainte à la libération des fréquences de la bande des 800

MHz. Conformément au plan de fréquences réalisé par la Région Réunion en 2006, il n'y a toujours qu'un seul émetteur sur toute l'île dans cette bande et il sera très aisé de le faire migrer.

Par ailleurs, il n'existe pas de problème aux « frontières » et les fréquences ne sont pas perturbées par les émetteurs mauriciens.

Nous pouvons donc considérer que la bande des 800 MHz est d'ores et déjà disponible pour le très haut débit mobile à la Réunion.

### **Exigence de couverture**

Lors des processus d'autorisation GSM, 2G et 3G, les déploiements dans les DOM ont été systématiquement retardés par rapport à la Métropole. Inscrits dans des calendriers différents, nos marchés se sont développés sur les initiatives d'opérateurs locaux qui, s'ils sont dynamiques, n'en sont pas moins des structures indépendantes des grands opérateurs nationaux.

Ces structures locales ont leurs propres objectifs de rentabilité, même si elles représentent parfois les mêmes marques que leurs homonymes nationaux.

Il en résulte, non seulement une impossibilité pour les opérateurs de pratiquer la moindre péréquation, mais également des situations insupportables pour les citoyens français que nous sommes, comme la facturation en roaming lors de déplacements sur la métropole ou le retard dans le lancement des nouvelles offres (forfaits illimités, TV sur mobile, etc.).

L'introduction des technologies de très haut débit mobile en France est une occasion d'éviter de faire les mêmes erreurs, mais aussi de rattraper les retards pris.

Puisque les fréquences sont disponibles, je vous demande d'intégrer la Réunion et les autres DOM dans les licences qui seront attribuées au niveau national.

Les autorisations doivent s'accompagner d'exigences de couverture fixées par l'Etat au niveau de chaque département. Les engagements pour les DOM doivent être pris au même niveau que pour les autres départements métropolitains.

Par ailleurs, compte tenu du peu de ressources dans la bande des 800 MHz et des qualités techniques offertes par cette bande, il nous paraît essentiel que les autorisations soient accompagnées d'une obligation de mise en place d'offres de gros orientées vers les coûts, à destination des autres opérateurs.

### **Éviter les monopoles durables**

Enfin, un opérateur déploie à la Réunion un réseau très haut débit en fibre optique et en câble coaxial. Si la partie fibre optique est théoriquement mutualisable, la partie en coaxial (essentiel du réseau) ne l'est pas.

La Région Réunion se félicite de l'initiative de cet opérateur qui apporte ces technologies à nos concitoyens et qui dynamise le marché.

Il existe donc un risque fort que les zones les moins denses soient exclues du très haut débit.

Ce risque est d'autant plus élevé que les modalités de régulation de la partie terminale des réseaux en fibre optique préparées par l'Autorité ne prévoient pas de mutualisation sur le câble coaxial (cf notre contribution du 27 juin 2008).

De plus, comme il n'y a pas, à notre connaissance, d'autre projet de réseau très haut débit fixe, un monopole durable pourrait donc s'installer sur les zones les plus intéressantes.

La Région Réunion souhaite donc que l'Autorité prenne en considération l'intérêt d'utiliser la bande des 800 MHz comme technologie complémentaire ou alternative au très haut débit fixe, pour mettre en place les conditions de la concurrence sur le très haut débit sur l'ensemble son territoire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

**Le Président,**

